

FR ▾



FRANCE

EUROPE

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE-PACIFIQUE

MOYEN-ORIENT

Fast execution. Reliable access. No downtime.

Continuous access when volatility spikes

76% of retail investor accounts lose money when trading CFDs with this provider. You should consider whether you can afford to take the high risk of losing your money

A LA UNE > ASIE-PACIFIQUE

Guerre en Ukraine : le Japon, un paradis pour espions russes menacé

ANALYSE **ASIE-PACIFIQUE**

Le Japon est devenu un "nid d'espions" russes depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, a révélé dimanche le New York Times. Mais, en réalité, l'archipel asiatique a toujours intéressé de très près Moscou. Surtout que le Japon a longtemps été à la traîne en matière de contre-espionnage.

Publié le : 16/07/2026 - 09:24

6 min

Partager

Par : Sébastien SEIBT



Les services secrets russes sont devenus de plus en plus actifs au Japon depuis le déclenchement de la guerre d'invasion à grande échelle de l'Ukraine. © Studio graphique France Médias Monde

Il officiait depuis un bureau à une dizaine de minutes à pied du siège de l'Agence nationale de police, l'une des principales entités chargées de coordonner la lutte contre les ingérences étrangères. Comme un pied de nez à la faiblesse du dispositif de contre-espionnage japonais.

Car Maksim Vladimirovitch Filchenkov a accompli plus que ses fonctions officielles de responsable de la compagnie aérienne russe Aeroflot au Japon. En réalité, il a participé à la transformation du Japon en "nid d'espions" russes, a révélé le New York Times dans une enquête publiée dimanche 12 juillet.

Des technologies japonaises dans les drones et missiles russes

Sous cette couverture, le directeur de la célèbre compagnie aérienne russe dirigerait les opérations d'espionnage technologique. Maksim Vladimirovitch Filchenkov a notamment mis en place un réseau de contournement des sanctions pour nourrir l'effort de guerre russe en Ukraine.

Les autorités ukrainiennes se sont, en effet, déjà plaintes que des armes russes

utilisées en Ukraine contenaient des composants japonais qui n'auraient jamais dû s'y trouver. C'est le cas d'"environ 90 % des missiles et drones russes", a assuré Vladyslav Vlasiuk, commissaire aux sanctions auprès du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

L'un des principaux acteurs de cet afflux de matériel japonais sur le front ukrainien s'appellerait ainsi Maksim Vladimirovitch Filchenkov. D'après l'enquête du New York Times, ce vétéran du GRU – le service de renseignement militaire – a établi un réseau d'agents qui achètent ou volent des technologies duales, c'est-à-dire pouvant servir à des fins civiles ou militaires, pour les envoyer ensuite en Russie.

À (RE)LIRE AUSSI

Espions russes au Brésil : bons baisers du Kremlin

Ces espions se donnent du mal pour rendre ce trafic aussi légal que possible, décrit le New York Times. La plupart des produits de cette catégorie – des produits pharmaceutiques, du petit électroménager, etc. – sont exportés en toute légalité vers des pays tiers, comme le Vietnam, qui, eux, acceptent de les réexpédier ensuite vers la Russie. Sur place, ces produits sont ensuite décortiqués pour récupérer des composants – puces, circuits électroniques – utiles pour rendre les drones ou missiles plus efficaces.

Maksim Vladimirovitch Filchenkov, que le New York Times a tenté de contacter sans succès à plusieurs reprises, dirige ces opérations pour le compte d'un mystérieux "20^e directoire" des services secrets russes "dont l'existence n'avait jamais été révélée jusqu'à présent", assure le vénérable quotidien de la côte est des États-Unis.

"Si les informations du New York Times sont exactes, cela signifierait que le vol de technologies est une activité qui dispose dorénavant d'un département spécifique, ce qui dénoterait de l'importance prise aux yeux de Moscou de cette mission", souligne Kevin Riehle, spécialiste des services de renseignement et des questions de sécurité en Russie à l'université Brunel de Londres.

Jusqu'à présent, ce n'était que l'une des tâches des agents du GRU, gérée par les délégations locales de ce service de renseignement.

Longue tradition de l'espionnage russe au Japon

L'enquête du New York Times permet également de mesurer "à quel point le Japon a gagné en importance aux yeux de la Russie depuis le début de la guerre d'invasion en Ukraine", souligne Christopher Hughes, spécialiste du Japon à l'université de Warwick (Angleterre).

L'intérêt des espions russes pour l'archipel ne date cependant pas de 2022, rappelle cet expert. Dès le début de la Guerre froide, "le Japon a intéressé la Russie en raison de son statut d'allié privilégié des États-Unis", affirme Christopher Hughes.

Pendant toute l'époque soviétique, ces agents "faisaient de l'espionnage industriel, du vol de secrets commerciaux et technologiques tout en gardant un œil sur les bases américaines au Japon", résume Sanshiro Hosaka, spécialiste du renseignement russe et des opérations d'espionnage en Asie au Centre international d'études sur la défense et la sécurité d'Estonie.

À LIRE AUSSI

Alexandre Poteev, l'ex-espion russe que Moscou rêvait de tuer, jusqu'aux États-Unis

Il existe une longue tradition d'agents clandestins soviétiques infiltrés au Japon depuis les années 1960, note Kevin Riehle. L'un des exemples les plus célèbres est Itiro Kuroba, un agent qui a espionné pour le compte du KGB dès 1966 et a continué, même après la chute du régime soviétique, à travailler pour le renseignement russe, jusqu'en 1995. Le Japon n'a découvert son identité et ses activités d'espion qu'en 2008.

Le lancement de la guerre d'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022 a cependant marqué un tournant. Peu après le début des hostilités, plusieurs centaines d'agents russes ont été expulsés des pays européens et le Vieux Continent "est devenu un théâtre d'opérations beaucoup plus dangereux pour les espions russes", souligne Kevin Riehle.

"Les services russes de renseignement sont une gigantesque machine qui s'est retrouvée avec un excédent de personnel. Il fallait leur trouver des affectations, non

seulement pour les occuper, mais aussi pour justifier de continuer à bénéficier des mêmes budgets", explique Jenny Mathers, spécialiste des questions de sécurité en Russie à l'université d'Aberystwyth, au pays de Galles.

Le réveil de Tokyo

Le Japon est alors apparu comme une parfaite terre d'opportunité pour espions russes en manque d'action. D'abord parce qu'il y avait ces technologies de pointe qui intéressaient beaucoup l'armée russe. Mais aussi parce que l'archipel asiatique "représente un véritable paradis pour espions, comme l'a dit un ancien officier du KGB ayant été en poste à Tokyo", assure Sanshiro Hosaka.

En effet, "le Japon ne dispose pas de son propre système de renseignement visant spécifiquement l'espionnage étranger", explique Jenny Mathers. "Le pacifisme de l'après-guerre et la dépendance aux États-Unis ont longtemps dominé les débats sur les questions de sécurité intérieure. Ainsi, jusqu'à la guerre en Ukraine, le sujet d'un renforcement des capacités militaires et du renseignement était considéré comme tabou dans le débat public", rappelle Sanshiro Hosaka.

En réalité, le Japon est devenu "doué pour l'écoute et la collecte d'informations", assure Christopher Hughes. Autrement dit, "il est très probable que les autorités savent qui sont les membres de l'ambassade russe, de la représentation commerciale russe ou d'entités comme Aeroflot qui peuvent être suspectées de travailler pour les services de renseignement", confirme Sanshiro Hosaka.

Mais "ils ne disposent pas des moyens légaux pour agir comme pourrait le faire, par exemple, le FBI", ajoute cet expert. "L'invasion à grande échelle de la Russie a été un électrochoc pour de nombreux pacifistes, et le Japon a commencé à prendre la défense et le contre-espionnage plus au sérieux", affirme-t-il.

Il est dorénavant question d'adopter une loi sur le contre-espionnage et de mieux organiser les différents services susceptibles d'agir dans ce domaine, explique Christopher Hughes.

Pour lui, il n'est pas étonnant que le gouvernement japonais ait réagi aux révélations du New York Times en assurant qu'il fallait faire plus pour contrer le risque d'ingérence et

d'espionnage étranger. Cette enquête, conclut-il, "tombe à pic pour le gouvernement de la Première ministre Sanae Takaichi, qui pousse pour faire adopter ces réformes sur le renseignement et le contre-espionnage", conclut-il.

**L'Italie expulse deux espions
accusés de livrer des
informations à Moscou**

